



PAR MARTIN VANIER
Professeur à l'École d'urbanisme de Paris

LE SÉPARATISME, C'EST LES AUTRES ?

Si les Alpes, de par leur richesse, présentent bien un risque de basculer vers l'indépendantisme, certains garde-fous devraient permettre à notre géographe Martin Vanier de retrouver le sommeil.

J'ai fait un cauchemar. Une brusque poussée de fièvre identitaire et irrédentiste saisissait je ne sais plus quelle fraction de la chaîne alpine. Était-ce un canton suisse, la Savoie, à moins qu'il ne s'agisse du Sud Tyrol ? À partir de là, s'enflammait, de proche en proche, toute une série de provinces, départements et autres fragments nationaux, en un vaste et incontrôlable mouvement de séparatisme alpin. S'ensuivaient des tensions dramatiques entre partisans et opposants d'indépendantismes locaux, ne recoupant que de très loin la distinction entre « Alpains de souche » – expression dont je me souviens qu'elle aggravait mon désarroi dans mon sommeil – et « Néoalpains », tant la confusion des revendications, des ressentiments et des engouements brouillait l'événement. Je me suis réveillé juste avant que les choses ne deviennent franchement désagréables, et suis revenu au monde réel : celui où la Catalogne et l'Espagne vivent ce cauchemar pour de vrai.

L'affaire catalane – si tant est qu'on puisse la désigner ainsi – doit faire réfléchir les

Alpains, en leurs six pays – sept avec le Liechtenstein qui a ouvert la voie il y a longtemps. On n'est jamais définitivement à l'abri d'un retour de flamme territoriale et l'histoire est pleine de ces moments d'irrationalité collective et de bouffées romantiques qui font sourire par temps calme, mais qui atterrent quand la géopolitique s'emballe. Or, il semble bien que le temps des emportements soit de retour en Europe, ce continent que nous pensions stabilisé pour toujours, après le temps cruel des guerres totales.

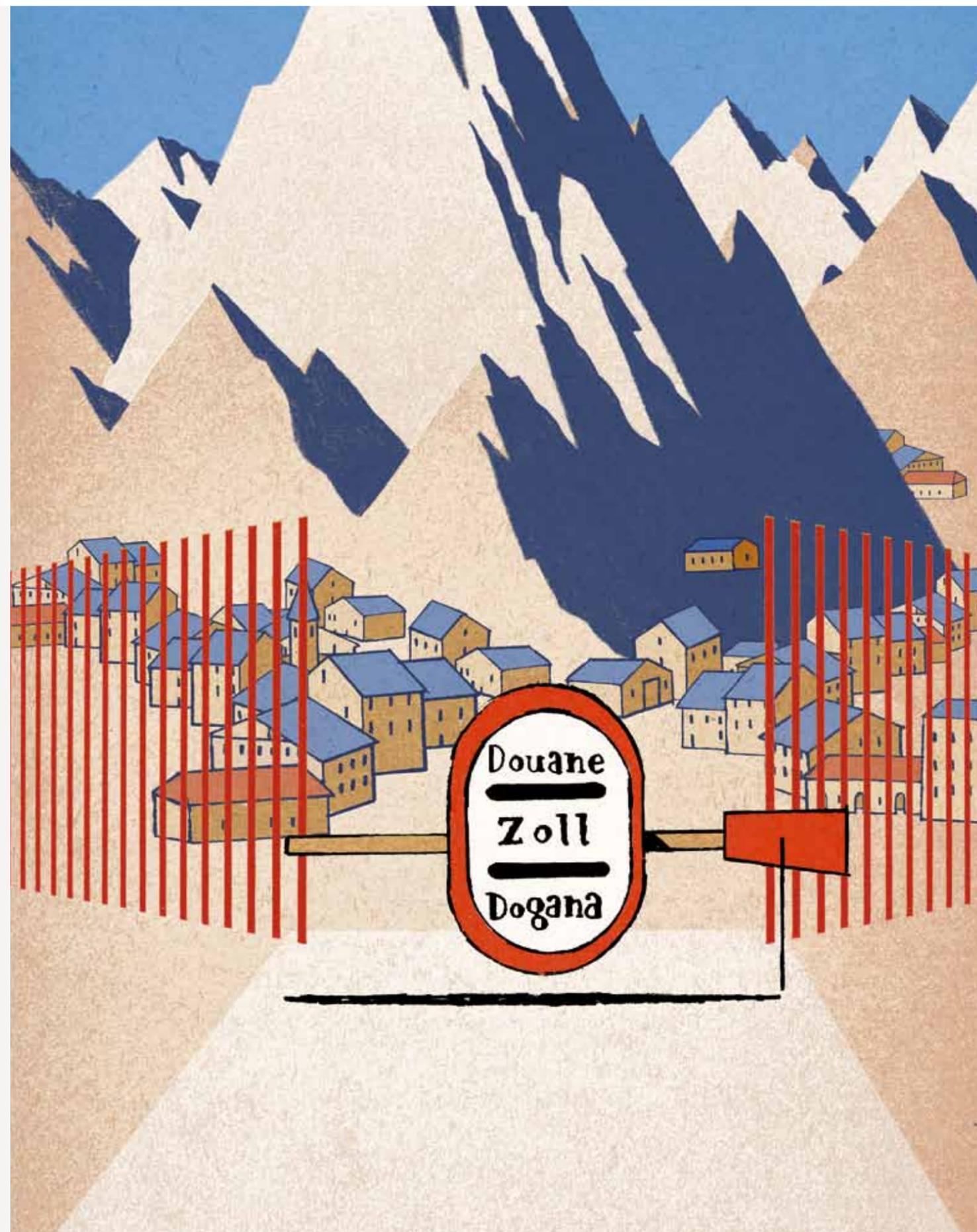
LA TENTATION DE L'AUTONOMIE

Un économiste, Laurent Davezies, a analysé le renouveau des séparatismes européens et mondiaux dans un essai prémonitoire paru en 2015 sous le titre *Le Nouvel Égoïsme territorial* (éditions du Seuil). Il y montre, en résumé, que la mondialisation et la déstabilisation des États régulateurs, qu'elle signifie, peuvent facilement pousser les régions les plus riches à s'estimer libres

de faire les choix qui leur sont favorables. Puisque la mondialisation affaiblit les États et leurs pouvoirs nationaux, pourquoi faudrait-il continuer à participer à ce que d'aucuns considèrent comme une fiction de solidarité, alors qu'il y a des bénéfices à tirer à s'affirmer, en tant que région ou cité, comme une place du monde, sans passer par la médiation et la redistribution nationales ?

Avec la mondialisation, tout change d'échelle : les marchés, les règles, mais l'égoïsme aussi, qui n'est plus tant l'affaire microlocale de petites mesquineries de clocher – quoiqu'elles demeurent parfois ! – que le choix politiquement affirmé de territoires qui ont les moyens économiques de s'estimer autosuffisants. Avant la Catalogne, l'Écosse, les Flandres belges, la Lombardie et la Vénétie, et quelques autres régions – toujours les plus riches de leurs pays respectifs –, ont connu cette tentation, portée à la fois par la mondialisation et la fragmentation.

Quid des Alpes ? Comme on le sait, elles sont aujourd'hui au cœur de l'Europe riche. Trois des quatre régions les plus riches ■■■



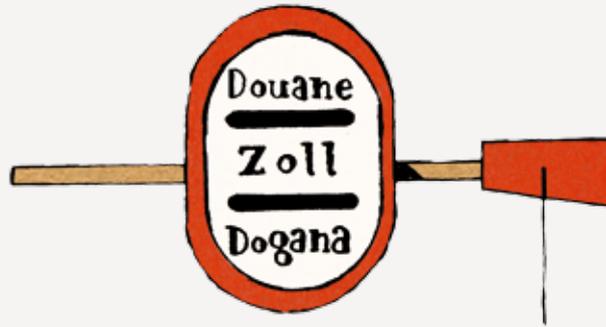
■■■ d'Italie, mesurées en PIB par habitant, sont alpines en tout ou partie : val d'Aoste, Trentin – Haut-Adige, Lombardie. Idem pour l'Autriche: Vorarlberg, Tyrol, Salzbourg. En France, la région la plus riche après l'Île-de-France est l'ex-Rhône-Alpes. En Allemagne, les régions alpines sont incluses dans la Bavière et le Bade-Wurtemberg, Länder les plus prospères du pays derrière les cités-États de Hambourg et de Brême et la région centrale de Francfort, le Hesse. Paradoxalement, il n'y a guère qu'en Suisse que l'équation Alpes = richesse n'est pas aussi évidente, avec un Valais qui fait figure de parent pauvre, toutes choses égales par ailleurs !

Convenons qu'il ne suffit pas d'être riche pour être égoïste, tant collectivement qu'individuellement. Mais reconnaissons que c'est une condition maintes fois vérifiée, « nécessaire mais pas suffisante », comme disent les logiciens. Deux autres motifs sont déclencheurs et, heureusement pour les Alpes, ils y sont rarement observés.

LES ALPES, TERRE DE LIENS

Le premier de ces deux motifs supplémentaires qui alimentent aujourd'hui un séparatisme de riches est évidemment linguistique. La langue distingue, cimente et pérennise le groupe qui la revendique. De là à en faire une nation ou à porter sa revendication ? Il faut relire, génération après génération, la conférence *Qu'est-ce qu'une nation ?* d'Ernest Renan, donnée en 1882, publiée en 1887, pour ne pas retomber par oubli dans les justifications hâtives de la nation comme évidence linguistique : « Je me résume, Messieurs. L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes. Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation. »

Quoi qu'il en soit, les Alpes ont cette chance de ne pas posséder de langue alpine à l'échelle de toute la chaîne, même s'il



LES ALPES NE SONT PAS UNE ÎLE, MAIS UN PONT. ELLES SONT UNE IMMENSE INTERFACE AU CŒUR D'UN CONTINENT.

existe une précieuse diversité de parlers régionaux et l'exception notable des langues rhéto-romanes que sont le romanche (30 000 locuteurs dans les Grisons), le ladin (idem, en Haut-Adige et Vénétie) et surtout le frioulan (800 000 locuteurs, en Frioul-Vénétie julienne). Globalement, les identités linguistiques des Alpains sont celles des nations que traverse la chaîne. Elles les y intègrent solidement.

On peut arguer du fait que cela résulte d'un long processus d'effacement linguistique qui a imposé des langues nationales, y compris en transgression des frontières actuelles, comme dans le val d'Aoste et le Sud Tyrol, ou par le multilinguisme, comme en Suisse. Le fait est que les Alpains ont historiquement embrassé ce processus intégrateur, tandis que d'autres régions d'Europe maintenaient leur spécificité linguistique. Sans doute parce qu'ils n'ont pas toujours été si prospères qu'aujourd'hui et qu'ils savaient que leur salut était dans d'intenses relations avec les piémonts et au-delà.

On touche là le second motif de séparatisme, également étranger aux Alpes : celui de l'autonomie géographique. Considérées dans l'ensemble de la chaîne européenne, les Alpes ne sont pas une île, mais un pont. Elles ne sont pas une entité qu'on peut

penser de façon autonome, elles sont une immense interface au cœur du continent, entre versants latin et germanique, façades méditerranéenne et baltique, Europe de l'Ouest et Europe centrale, grands bassins fluviaux du Rhin, du Rhône, du Pô et du Danube. Elles sont appréhendées comme une barrière historique. En réalité, elles ont toujours joué la fonction de charnière entre de vastes ensembles géopolitiques européens. Même la Suisse, régulièrement tentée par la fermeture et l'introversion, est inscrite dans l'histoire longue des fonctions européennes. Il n'y a pas de massif alpin sans vallée alpine, et si le premier fait parfois château fort, la seconde fait toujours passerelle.

La terre de liens que sont les Alpes est-elle pour autant à l'abri du nouvel égoïsme territorial et de son cauchemar séparatiste ? En résumé, on pourrait dire qu'il y manque heureusement deux des trois raisons majeures qui poussent généralement des régions dans cette logique : on y trouve la richesse, mais pas l'exception linguistique, ni l'autonomie géographique. Mais la rationalité ne guide pas ces choses-là. C'est ce qu'on doit retenir de l'épisode catalan. Et c'est ce qui invite à rester vigilant : le séparatisme, ce n'est pas toujours les autres. ■